



# La lettre

des élus communistes et apparentés  
de Vénissieux - N° 83 - juin 2025



**7** niveaux de  
garantie à tarifs  
maîtrisés pour

notre **nouvelle mutuelle  
communale.**

**Un engagement fort de notre  
majorité qui se concrétise pour  
l'accès à la santé de tous les  
Vénissiens.**

## ZFE, le piège s'est refermé

Depuis le vote de la loi créant la ZFE, les élus communistes ont tout fait pour alerter et montrer la contradiction au cœur de cette loi, et l'impossibilité de mettre en place une ZFE socialement juste. Nous étions les seuls à gauche à refuser sa mise en œuvre. L'actualité nous a donné raison.

Avec le vote par l'Assemblée nationale en mai dernier, pour la suppression des ZFE, le piège s'est refermé sur cette loi mal écrite, fondée sur des a priori, sans étude d'impact social. Une loi votée à l'époque par les seuls élus macronistes, et portée par la droite, notamment au Sénat.

Depuis cinq ans, cette loi a conduit de nombreuses collectivités locales à déployer d'énormes moyens pour tenter de mettre en œuvre un système compliqué et peu lisible pour l'habitant, gérer de nombreuses dérogations, et tenter de compenser ses impacts sociaux.

Devant l'injustice de cette loi, Michèle Picard avait interpellé deux ministres pour en demander le retrait et la réécriture, afin de sortir de l'opposition entre environnement et égalité sociale, en rappelant que la meilleure réponse à la qualité de l'air urbain réside dans le développement massif des transports publics.

Pierre-Alain Millet - adjoint au  
maire

## COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024

Par transparence et qualité de ses comptes publics, notre ville a choisi d'adopter le CFU (compte financier unique) dès 2024, deux ans avant que la loi de finances ne l'impose aux collectivités.

Notre CFU 2024 montre que nos finances sont saines, solides, et qu'elles continuent de jouer leur rôle d'amortisseur social. Alors que les crises n'ont cessé de s'enchaîner depuis le début du mandat, notre budget 2024 nous a permis de tenir le cap et de remplir nos objectifs.

Toutes les collectivités n'ont pas pu traverser les crises à répétition sans mettre leurs habitants à contribution. Certaines ont fortement augmenté leurs taxes foncières, d'autres ont fait le choix d'externaliser des missions de service public, de sabrer les budgets de la culture, ou de multiplier par trois les prix de la restauration collective.

Notre ville n'a procédé à aucune ponction de la sorte. Au contraire, nous avons choisi de venir en soutien aux habitants, déjà gravement pénalisés dans leur vie quotidienne par la hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie.

Malgré un calendrier chamboulé et des chantiers à l'arrêt pendant la crise sanitaire, nous avons respecté les engagements pour lesquels les Vénissiens nous ont élus. Ainsi, en 2024, nos investissements ont permis : les extensions du groupe scolaire Jules Guesde et Ernest Renan, la reconstruction de la crèche Graines d'Eugénie et du centre social Roger Vailland, la construction de l'équipement polyvalent Annie Steiner, les premières phases de la construction de notre Maison des Mémoires Olga Bancic, la construction du centre aquatique Auguste Delaune, la création d'espaces de fraîcheur dans l'espace public et le passage à 100 % LED de notre éclairage public d'ici fin 2027.

Avec l'ensemble de ces réalisations, nous jouons un rôle majeur pour l'activité des entreprises du bâtiment et pour l'emploi, alors que les plans sociaux se multiplient partout en France. Ce n'est pas en comprimant les finances des communes, comme le fait le gouvernement de droite, que nous parviendrons à enrayer une hémorragie sans précédent d'emplois, d'activités et de savoir-faire.

Michèle Picard - maire

## UNE DROITE PYROMANE

À l'occasion du débat sur le compte financier unique et le bilan de l'action municipale, je veux rappeler que ce sont les politiques de droite au plan national qui construisent cette société inégale, violente et incivique dont les communes paient localement les effets avec l'insécurité.

Les élus d'opposition de droite dénoncent l'errance dans nos rues de malades psychiatriques, de consommateurs de stupéfiants, d'alcooliques... Mais c'est la droite qui a fragilisé notre hôpital public, fermant des milliers de lits, notamment dans les hôpitaux psychiatriques : 7 000 lits fermés en 15 ans, 7 000 personnes renvoyées chez elles ou à la rue, rendant difficile l'accompagnement social et psychologique, et dont souvent les familles ne peuvent plus s'occuper !

Oui, Madame Hamitouche, quand on s'engage à droite, on assume. Vous êtes, au même titre que messieurs Iacovella, Sandanter et Arnould, co-responsables de la casse de l'hôpital public !

La droite ferme des hôpitaux et ouvre des prisons alors que 20 % des prisonniers relèvent de soins psychiatriques. Le plus souvent, ils ne seront pas soignés en prison, et ils ressortiront plus fragiles.

La droite vénissienne dénonce l'insuffisance de la présence d'une police de protection des biens et des personnes, mais c'est la droite qui a supprimé des milliers d'emplois publics dans la police, la justice et les douanes sous Sarkozy !

Il y a en France 359 policiers nationaux pour 100 000 habitants. On devrait donc avoir, en proportion, 250 policiers pour Vénissieux, on en est loin, mais la droite vénissienne ne parle évidemment que des effectifs de police municipale.

Les élus municipaux de droite sont des pyromanes qui font semblant d'appeler les pompiers !

Ce patchwork d'oppositions s'est lancé dans une course à l'échalote préélectorale pour tenter de surfer sur les drames de notre société, et faire oublier ses propres responsabilités régionales et nationales dans cette société injuste, précaire et violente.

Alors, bravo, Madame la Maire, pour ce compte financier unique exemplaire ! Les Vénissiens font bien la différence entre une équipe qu'ils connaissent et qui travaille et les causes profondes des difficultés de tranquillité publique.

Pierre-Alain Millet - adjoint au maire

---



## UN CENTRE-VILLE VIVANT !

Le centre-ville de Vénissieux traverse une période difficile, marquée par une perte d'attractivité commerciale et un sentiment d'insécurité ressenti par les commerçants et les habitants. Le conseil de quartier a évoqué ces sujets et travaillé à identifier les causes profondes des dysfonctionnements. Des rumeurs intolérables sont colportées autour de la cellule psychologique installée en centre-ville, alors que le problème vient de la présence de personnes en errance, qui utilisent ce secteur central pour solliciter la générosité des passants ou pour se procurer alcool et stupéfiants.

Le centre-ville doit redevenir un lieu vivant, sûr et attractif. La Ville poursuit son engagement aux côtés des commerçants pour redynamiser le cœur de ville, en soutenant des actions concrètes de développement économique, de rénovation urbaine et d'animation du territoire.

Valérie Talbi - adjointe au maire

---

## UN CENTRE-VILLE APAISÉ !

J'ai sollicité, il y a un an et demi, l'attention du procureur et du préfet au sujet de notre centre-ville. J'en ai fait à nouveau cas en décembre et je viens de rencontrer, la semaine dernière, le préfet délégué à la sécurité.

Sous l'effet de mes demandes successives, la Police Nationale va dédier du personnel à ce secteur de Vénissieux avec des équipages de proximité, notamment en fin d'après-midi. Une brigade de notre police municipale sera elle aussi déployée, spécifiquement sur le centre-ville. Nous avons durci certains de nos arrêtés pour interdire la vente de boissons alcoolisées dans certains commerces de 22h00 à 6h00 du matin, source de troubles sur la voie publique, et pour interdire et réprimer la consommation d'alcool sur la voie publique.

Parlons aussi du traitement humain, car derrière ces personnes en déshérence, il y a des hommes et des femmes, des jeunes, souvent perdus, qui peuvent trouver refuge dans l'alcool ou les stupéfiants. Avec notre plan d'actions lié à notre consultation citoyenne, nous avons amplifié la fréquence des maraudes à destination des consommateurs de drogue pour les engager dans une démarche de soins. Un autre dispositif avec des associations spécialisées sera contractualisé en septembre. Ce suivi ira à la rencontre des personnes en déshérence pour les accompagner vers une prise en charge médico-sociale.

En France, si l'on veut répondre sérieusement à la lutte contre les trafics de drogue et l'économie souterraine, l'État n'échappera pas à cette priorité absolue d'accorder plus de moyens financiers et humains à la Police, à la Justice et aux Douanes.

Michèle Picard - maire

---

## LA CULTURE DANS LES QUARTIERS

La politique de la ville vise à réduire les inégalités entre les territoires en mobilisant des crédits spécifiques pour soutenir les habitants des quartiers les plus fragiles du fait de difficultés sociales, économiques et urbaines persistantes. À Vénissieux, cette politique concerne près de 43 % de notre population.

Le gouvernement vient de fragiliser ces efforts avec l'annulation de 3,1 milliards d'euros de crédits, dont près de 15 millions d'euros pour la politique de la ville, soit une baisse de 30 % par rapport à 2023.

Quand le président Macron réduit l'aide de l'État à la culture dans les quartiers prioritaires, c'est une attaque de plus contre les classes populaires. Cette politique d'austérité culturelle s'inscrit dans la logique du capitalisme qui privilégie toujours les profits privés. Dans les QPV, la culture est déjà un bien rare avec seulement 2,5 % des équipements culturels situés dans ces quartiers. La réduction des financements publics aggrave cette situation en limitant l'accès des jeunes et des familles à la création et à l'éducation artistique, et menace la survie des associations locales, actrices du lien social, qui voient leurs projets fragilisés, alors qu'elles portent au quotidien l'espoir d'une société plus inclusive et plus solidaire.

Bayrem Braïki - adjoint au maire

---

## FONDS VERT

Le Fonds vert aide les collectivités à renforcer leur performance environnementale, à adapter leur territoire au changement climatique et à améliorer leur cadre de vie.

La Ville de Vénissieux a sollicité ce fonds pour la rénovation de nombreux bâtiments afin d'obtenir une plus grande efficacité énergétique, pour la végétalisation des cours d'écoles, ou encore pour le passage en LED de l'éclairage urbain.

Cette année, nous le sollicitons pour trois projets importants de notre mandat : la construction de deux groupes scolaires, Léo Lagrange et Charles Perrault, et la réhabilitation de la Maison des mémoires.

Les collectivités sont soumises à l'obligation de réduire leur consommation d'énergie pour leurs bâtiments de 60 % d'ici à 2050. Dans le même temps, le gouvernement a décidé de réduire le fonds vert de plus de 50 %, faisant le choix de la course aux armements et des guerres plutôt que du climat.

Où trouver les moyens pour entreprendre les rénovations nécessaires ? Combien de collectivités devront faire le choix entre développer de nouveaux services publics ou rénover d'anciens bâtiments ?

Aurélien SCANDOLARA - adjoint au maire

---

## INSERTION DES PERSONNES HANDICAPÉES



Les collectivités territoriales sont dans l'obligation d'employer des travailleurs en situation de handicap à hauteur de 6 % de leurs effectifs. La Ville de Vénissieux a toujours tenu cet engagement.

Le FIPHFP récolte les contributions financières des collectivités qui ne respectent pas leur obligation. Ce fonds finance des aides destinées à favoriser l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique.

Madame la Maire a souhaité un conventionnement avec le FIPHFP afin d'améliorer l'accueil de nos agents porteurs de handicap, d'adapter mieux les postes de travail et de les accompagner en cas d'inaptitude.

Véronique Callut - adjointe au maire

---

## SANTÉ MENTALE

La précarité, la pauvreté et les personnes en détresse psychologique, toutes générations confondues, connaissent une très forte augmentation dans les villes populaires notamment. Tous les maires alertent les pouvoirs publics et l'État à ce sujet.

Parmi cette population exposée aux crises et à la relégation sociale, les jeunes sont concernés au premier plan.

La Ville de Vénissieux, la Fondation ARHM et Unis-Cité s'associent autour d'un projet en lien avec les collèges Louis Aragon, Paul Éluard, Honoré de Balzac, le lycée Jacques Brel et le BIJ. Il s'agit de lutter contre la stigmatisation de la santé mentale et de rendre les 15-25 ans acteurs de leur santé mentale.

L'inclusion est un objectif et une avancée sociale auxquels nos sociétés sont tenues, et auxquels notre majorité tient. N'en déplaise à l'opposition municipale, la santé et la santé mentale sont des sujets prioritaires dans notre ville, inclusive, solidaire et digne.

Michèle Picard - maire

---

## » RUES ANDRÉE CHEDID ET ASSIA DJEBAR.

Andrée Chedid et Assia Djébar ont, chacune, incarné une littérature de résistance.

Andrée Chedid, d'origine syro-libanaise, a porté une parole humaniste. À travers ses poèmes, romans et pièces de théâtre, elle a défendu la fraternité entre les peuples, la paix et l'espoir d'un monde réconcilié.

Assia Djébar, figure majeure de la littérature algérienne, redonne voix aux femmes oubliées de l'histoire, interroge la domination coloniale et patriarcale, et engage sa plume du côté des opprimés.

Face aux crispations identitaires, aux guerres et aux oppressions faites aux femmes, leurs combats résonnent avec les enjeux d'aujourd'hui : lutte contre les discriminations, défense de la culture, de la paix, des droits des femmes et de la justice sociale.

Deux nouvelles rues porteront leur nom à Vénissieux. En choisissant d'honorer ces deux écrivaines engagées, la municipalité participe activement à la nécessaire revalorisation de figures féminines dans l'espace public, encore largement dominé par des noms masculins.



Sophia Brikh - adjointe au maire

## » » » ECHOS

### UNE OPPOSITION DESTRUCTRICE.

Depuis le début du mandat, nous observons que notre opposition municipale est davantage intéressée par les tours de passe-passe que par l'intérêt des Vénissiens.

Formation de groupes d'opposition, dislocation, scission, reformation... On ne sait plus où donner de la tête dans ce patchwork « extrême droite, droite extrême, droite dite républicaine, centre droit, droite macroniste »... et on souhaite bon courage à Madame Bruyère pour tenter d'exister dans cette coalition d'égos individualistes.

Sans compter l'absentéisme systématique du conseil municipal de Monsieur Farid Benmoussa qui n'a jamais ouvert une délibération, lui qui, en tant que soignant, devrait bien connaître la situation de la santé en France, mais multiplie les mensonges, les insultes, les vulgarités, et tente d'être une sorte « d'influenceur » comme ceux qu'on trouve sur les réseaux sociaux, des influenceurs qui sont le plus souvent, on le sait tous, des menteurs mercantiles.

Rien ne leur convient, ni notre projet global de revitalisation du centre-ville, ni le travail que nous effectuons aux côtés des commerçants en les associant à notre réflexion pour apaiser le centre-ville ou l'aide à l'embellissement des enseignes et devantures des commerces du centre-ville.

Les Vénissiens auraient mérité une opposition constructive, qui s'oppose en faisant des propositions. Mais visiblement, le travail démocratique ne les intéresse pas. Ils restent dans une opposition systématique, destructive, uniquement destinée à faire le buzz.

Après avoir attaqué la résidence-accueil Madeleine Pelletier, lieu d'accompagnement pour les personnes en situation de handicap psychique, qui propose un accompagnement pluriel des résidents dans un cadre inclusif et favorisant la reconstruction sociale pour tous, ils s'en prennent à l'ARHM et à son travail autour de la santé mentale, ainsi qu'au CAARUD (Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de Drogues).

Tout ce travail avec des structures pour mieux accompagner et répondre justement à la problématique de déshérence qu'ils dénoncent ne les intéresse pas. Ils n'ont même pas la politesse d'écouter les réponses du maire ! Quand on dénonce les incivilités, on donne le bon exemple, y compris en conseil municipal.

Ils n'ont rien à dire dans le débat d'idées, dans une construction démocratique. Leur seule motivation est de tenter de faire croire aux Vénissiens que les problèmes de police, de justice, de prévention, de santé, ne sont que des problèmes locaux. Mais les Vénissiens ne sont pas stupides, ils savent ce qui relève de la Ville et ce qui relève de l'État, de la société tout entière.